

## Pétrole et paranoïa

PAR PIERRE RIMBERT

**E**t l'éclair vint au génie. C'est en pensant très fort à l'Iran et au Venezuela que l'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman conçut en 2009 la « *Première Loi Pétropolitique* » — exigez les majuscules : « *Dans les Etats riches en pétrole, le prix du brut et les libertés varient toujours en sens inverse (1).* » Attention, précise Friedman, une physique particulière s'applique aux gentils pays où ses livres s'écoulent par brouettées. « *Le Royaume-Uni, la Norvège, les Etats-Unis, par exemple, échappent à la Première Loi Pétropolitique.* »

A défaut de faire souffler un grand vent de liberté sur Riyad ou Moscou, la glissade spectaculaire des cours du pétrole observée depuis juin 2014 a stimulé d'autres amateurs de théorie majuscule. Les données du problème ? Le cours du baril, qui papillonnait depuis 2011 autour de 110 dollars, a chuté de plus de moitié entre le 19 juin (115 dollars) et le 13 janvier 2015 (46 dollars), avant d'observer en mars un palier entre 50 et 60 dollars. Les analystes tablaient sur le chaos au Proche-Orient et sur l'essoufflement de la production américaine pour soutenir les prix ; les voici douchés. D'un côté, une croissance fléchissante en Chine et nulle en Europe limite la demande d'hydrocarbures. De l'autre, l'offre globale gonfle plus que prévu : bond de la production en Libye au cours de l'été, maintien des exportations irakiennes, frénésie extractive aux Etats-Unis, où l'exploitation du pétrole de schiste bat des records. Baisse de la demande, hausse de l'offre : la chute des cours semblerait dictée par l'arithmétique de marché. Elle s'inscrit néanmoins dans un contexte géostratégique qui encourage toutes les spéculations sur les intentions cachées des acteurs de ce drame.

A commencer par l'Arabie saoudite, chef de file de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), censée assumer depuis le début des années 1980 le rôle de régulateur des prix mondiaux. M. Ali Al-Naïmi, ministre saoudien de l'or noir, observe impavide la dégringolade des cours ; lors d'une réunion de l'OPEP le 27 novembre dernier, il refuse même d'abaisser les objectifs de production du cartel. Scrutée à la loupe, cette passivité fait aussitôt l'objet de renversantes interprétations. Le 10 octobre, l'agence de presse turque Anadolu relaie les propos d'un analyste saoudien affirmant que Riyad brade son brut, officiellement pour conserver ses parts de marché, mais qu'officieusement « *l'Arabie saoudite veut amener l'Iran à résipiscence sur le dossier du nucléaire et infléchir le soutien des Russes au régime syrien* ». Très vite, l'influent site d'information Zero Hedge associe la dépêche turque à l'existence d'un « *accord secret* » américano-saoudien : lors de sa visite à Riyad le 11 septembre 2014, le secrétaire d'Etat américain John Kerry aurait accepté une plus grande implication de son pays dans la lutte contre le président syrien Bachar Al-Assad ; en échange, le roi Abdallah aurait avalisé la campagne de bombardements occidentaux contre l'Organisation de l'Etat islamique et engagé l'Arabie saoudite dans une guerre des prix contre la Russie et l'Iran, deux alliés du régime syrien (2).

Las, le peu d'entrain des Américains à renverser M. Al-Assad incite les analystes à recentrer l'hypothèse — sans toutefois modifier le rôle supposé central de Washington. « *Représentez-vous la façon dont l'administration Obama voit le monde*, écrit le journaliste économique du *Guardian* Larry Elliott. *Elle veut faire plier Téhéran sur son programme nucléaire. Elle veut que Vladimir Poutine batte en retraite dans l'Est ukrainien. (...) Aidé de son allié saoudien, Washington tâche d'abaisser les prix du pétrole en inondant de brut un marché déjà engorgé. Les Russes et les Iraniens étant tributaires de leurs exportations pétrolières, il serait ainsi plus facile de négocier avec eux* » (9 novembre 2014). Alléchante hypothèse, mais dont la force tient moins aux faits qui l'étaient qu'à sa compatibilité avec un projet

géopolitique qui, lui, ne fait aucun doute. Chercher à qui profite le crime n'aide guère ici à trouver le coupable : la Chine et l'Inde, gros importateurs d'hydrocarbures, bénéficient au premier chef des prix bas.

L'oléocentrisme dans l'analyse des relations internationales ne manque pourtant pas de fondements historiques. Au XXe siècle, les dirigeants français, britanniques, allemands, américains et russes n'ont cessé d'agir, dans les coulisses ou au grand jour, pour contrôler cette énergie liquide et flexible. Les flux d'hydrocarbures ont réorienté les échanges commerciaux, reconfiguré le système monétaire, redessiné nombre de frontières. Quand, en 2012, M. Henry Kissinger résume un demi-siècle de politique américaine au Proche-Orient, l'ancien secrétaire d'Etat cite parmi les objectifs vitaux : « empêcher qu'une puissance régionale devienne hégémonique; assurer la libre circulation des ressources énergétiques » (*International Herald Tribune*, 2 avril 2012). Tant de fortunes, de coups d'Etat, de dictatures et d'interventions militaires ont fermenté à l'ombre des derricks que l'interprétation pétrocausale s'impose d'elle-même, parfois comme une écriture automatique. Le pétrole fascine et « suscite toutes sortes de fantasmes sur son rôle supposé dans les troubles politiques et le déclenchement des conflits armés (3) ».

Ainsi, la chute des cours de 2014-2015 répéterait le scénario du « contre-choc » pétrolier de 1985-1986 : l'Arabie saoudite avait alors ouvert ses vannes et fait dévisser les prix. Le mouvement aurait été dicté par les Etats-Unis afin d'étrangler une économie soviétique déjà essoufflée par la course aux armements. Trois décennies plus tard, M. Poutine n'exclut pas un bégaiement de l'histoire. « Certains parlent d'une conspiration américano-saoudienne pour punir l'Iran, déprimer l'économie russe et ébranler le Venezuela », expliquait-il en décembre dernier. Il nuance aussitôt son propos : « C'est peut-être le cas. Mais il pourrait aussi s'agir d'une bataille entre producteurs traditionnels et producteurs de pétrole de schiste » (Tass, 18 décembre 2014).

Car la débâcle des prix nourrit un deuxième scénario : celui d'une manœuvre saoudienne contre les Américains. Le 28 novembre, une dépêche expédiée de Vienne, où l'OPEP vient de renoncer à soutenir les prix, relate que « le ministre du pétrole saoudien a dit à ses collègues de l'OPEP qu'ils doivent lutter contre le boom américain des pétroles de schiste » (Reuters, 28 novembre 2014). L'ennemi ne serait donc pas en Sibérie ou à Téhéran, mais dans le Dakota. « Riyad pense que la loi du marché finira par faire plier tous ces petits Yankees qui produisent à des coûts trois fois supérieurs à ceux de la péninsule arabique », détaille *Le Monde* (22-23 février 2015). Une fois les foreurs américains mis hors jeu, les prix remonteraient.

Cette hypothèse d'une guerre « cheikhs contre schistes » (*The Economist*, 6 décembre 2014) se décline sous deux formes. Pour Jacques Attali, « la baisse du prix du pétrole décidée, sans peur, par l'Arabie saoudite contre la volonté et les intérêts américains » (*L'Express*, 19 février 2015) sanctionnerait la pusillanimité militaro-diplomatique des Etats-Unis dans la région. A l'autre pôle du spectre idéologique français, l'économiste Jacques Sapir s'interroge : « On peut se demander s'il n'y a pas un accord tacite entre l'Arabie saoudite et la Russie pour évincer, ou du moins limiter, un nouvel acteur sur le marché des hydrocarbures (4). »

Après le scénario de l'alliance américano-saoudienne pour ruiner les Russes et celui d'une manigance saoudienne — et russe ? — pour affaiblir les Américains, une nouvelle interprétation a émergé : « L'Amérique a tué l'OPEP », affirme Eduardo Porter, pilier du service économique du *New York Times* (22 janvier 2015); Washington cherchait depuis 1973 à s'affranchir de sa dépendance au cartel et subventionnait massivement la recherche sur les technologies responsables du boom pétrolier. Pour le célèbre consultant Daniel Yergin, l'OPEP, incapable de faire remonter les prix face au flot d'huile de schiste, aurait « transmis sa responsabilité de producteur d'appoint » — c'est-à-dire de pivot du secteur — aux Etats-Unis (*The New York Times*, 25 janvier 2015).

En matière de politique énergétique, des hypothèses contradictoires ne s'annulent pas nécessairement — la plupart des acteurs excellent dans l'art du double jeu. Une certitude : six mois de pétrole en solde ont ragaillardé les entreprises de transport et les pays démunis de ressources fossiles, affligé les nations productrices les plus faibles (notamment en Afrique), renvoyé aux calendes grecques la perspective d'une économie décarbonnée, déstabilisé enfin les multinationales du pétrole qui avaient

parié sur la pérennité des prix hauts pour repousser encore les frontières géologiques et géographiques de l'extractivisme (5). La ressource « rare » abonde, au point de provoquer une nouvelle ruée américaine vers... les lieux de stockage. On s'arrache à prix d'or les réservoirs, les tankers et même les cavités dans les mines de sel! « *L'espace de stockage devient une marchandise* », s'enthousiasme le *Wall Street Journal* (6 mars 2015), qui annonce le lancement imminent d'un nouveau produit financier permettant d'acheter ou de vendre le droit d'entreposer du brut pendant un mois dans des réservoirs en Louisiane. « Wall Street en profite toujours » : première loi pétrofinancière ?

PIERRE RIMBERT

- 
- (1) Thomas L. Friedman, « *The First Law of Petropolitics* [<http://foreignpolicy.com/2009/10/16/the-first-law-of-petropolitics/>], *Foreign Policy*, Washington, DC, 16 octobre 2009.
  - (2) Tyler Durden, « *Why oil is plunging* [<http://www.zerohedge.com/news/2014-10-10/why-oil-plunging-other-part-secret-deal-between-us-and-saudi-arabia>] », Zero Hedge, 11 octobre 2014.
  - (3) Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Les fantasmes géopolitiques du pétrole dans les pays en guerre... ou pas », *Hérodote*, n° 155, Paris, 2014.
  - (4) Jacques Sapir, « *Rouble, pétrole et idéologie* [<http://russeurope.hypotheses.org/3137>] », RussEurope, 13 décembre 2014.
  - (5) Mickael Klare, « *Big oil's broken business model* [<http://mondediplo.com/openpage/big-oil-s-broken-business-model>] », Open Page, *Le Monde diplomatique* English Edition (LMD), 12 mars 2015.

---

Mot clés: OPEP Finance Énergie Pétrole Économie Diplomatie Géopolitique Commerce international Relations internationales Iran Russie Venezuela États-Unis Proche-Orient Arabie saoudite États-Unis (affaires extérieures)